

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 1

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

CHÔMAGE RECORD *L'Allemagne a franchi la barre des 5 millions de chômeurs à la fin 2004, soit le chiffre le plus élevé depuis 1933, année de triste mémoire qui vit Adolf Hitler accéder au pouvoir. Quant aux grands groupes financiers et industriels d'Outre-Rhin, ils vont bien, merci. Alors citoyens, pour honorer l'amitié franco-allemande, votez «Non» au référendum sur le Traité constitutionnel européen.*

PARTAGE DES RICHESSES *Le Monde du 4 février rappelle, sous la plume de Laurent Mauduit, que la part des richesses créées par les entreprises françaises et revenant aux salaires est tombée de 70% à 60% dans les années 80, alors que la part des profits a grimpé de 30% à 40%. Autre chiffre révélateur: les bas salaires (c'est à dire inférieurs à 2/3 su salaire médian) représentaient 11,4% des salaires totaux en 1983. Vingt ans plus tard, ce taux dépasse 16%. Enfin, en 2004, les entreprises européennes ont consacré 199 milliards d'euros au versement des dividendes à leurs actionnaires ou au rachat d'actions. Soit 10% de plus qu'en 2003. Tout va pour le mieux dans la meilleure des europes possibles.*

LIBERATION OU LIBEROTSCHILD? *L'entrée d'Edouard de Rothschild dans le capital de Libération inquiète le syndicat SUD, majoritaire au sein de la rédaction du quotidien. Car s'il détient aujourd'hui 37% du tour de table, le très riche Edouard pourrait acquérir 52% du capital de la société d'ici à 2007. Une précision importante: le jeune Rothschild ne se cache pas d'être un ami de Nicolas Sarkozy...*

LA CGT DIT NON *Le Comité Confédéral National de la CGT, réuni le 2 février, s'est prononcé pour le Non au référendum sur le traité constitutionnel européen. De son côté, Force Ouvrière ne donne pas de consigne de vote, mais son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, a rappelé dimanche 6 février sur RTL que sa confédération estimait contraire aux intérêts des salariés la dérive libérale de l'Europe, amorcée par la signature de l'Acte unique en 1986.*

L'EDITO

L'Union Européenne joue un rôle moteur au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour que soit conclu, dans sa conception la plus extensive, l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services). Cet accord vise à libéraliser, par étapes successives, toutes les activités de service au niveau mondial.

La concomitance avec le débat sur le Traité Constitutionnel Européen n'est pas fortuite. Il s'agit de mettre en œuvre, par le haut, hors de tout contrôle démocratique, la marchandisation à marche forcée du monde. Ce vieux projet ultralibéral prétend revenir sur 200 ans de conquêtes progressistes.

L'AGCS est l'instrument juridique international par lequel, au sein de l'OMC, les pays industrialisés appliqueraient radicalement la doctrine du libre-échange au vaste secteur d'utilité générale que sont les services, lesquels emploient 60% de la population active en Europe. Tous sont potentiellement concernés: santé, éducation, transports, administrations, culture, bref l'ensemble des services publics.

Soucieuse de tordre définitivement le cou au modèle social européen, la commission de Bruxelles a décidé de surenchérir et d'apparaître comme le meilleur élève de la classe à Davos. Aussi débat-elle depuis un an d'un projet de directive qui devrait être soumis à l'approbation des instances européennes en juin prochain.

La directive Bolkestein, puisqu'il s'agit d'elle, va plus loin que l'AGCS. Elle veut faciliter l'établissement des entreprises de services en Europe par l'instauration du principe dit du «pays d'origine».

Selon ce concept, un prestataire de services reste soumis à la loi du pays dans lequel il possède son siège social, même lorsqu'il vend ce service dans un autre pays. Cette directive légalisera le dumping social, fiscal et environnemental. Elle provoquera des délocalisations à la chaîne. C'est une machine de guerre contre les politiques d'intérêt général et contre les droits des citoyens. Refusons ces perspectives, bloquons l'AGCS et la directive Bolkestein. Il y a urgence! Pour cela, rejetons la Constitution Européenne qui produira des directives Bolkestein comme le foie produit de la bile.

Conscient du danger que fait courir cette directive à l'adoption du traité constitutionnel, Jacques CHIRAC vient de demander à la commission Barroso une «remise à plat», et le PS rien moins que le retrait du projet.

La posture serait plaisante si elle ne s'apparentait clairement à un tour de passe-passe destiné à aborder dans les meilleures conditions la campagne du referendum. Jacques Chirac et les héritiers de Lionel Jospin ne paraissent pas gênés de se contredire en s'avisant aujourd'hui des dangers d'un texte que leurs représentants à la commission Prodi, l'actuel ministre Michel Barnier et le socialiste Pascal Lamy, avaient approuvé hier! Ce même Pascal Lamy qui convoite désormais, pour bons et loyaux services rendus à la mondialisation financière, la direction de l'OMC.

OMC, UE, AGCS, directive Bolkestein, Traité constitutionnel: tout est lié!

Combat Républicain

En Bref... Samedi 5 Février, JL Mélenchon a lancé la campagne de PRS pour le NON au projet de "Constitution" Européenne à l'Espace Charenton devant plusieurs centaines de militants. Dans ce contexte difficile pour les militants socialistes favorable au NON, a été salué la présence solidaire de diverses organisations et personnalités de Gauche dont Emmanuel Zuccarelli et une délégation de la "Gauche Républicaine".